

- **Le Figaro**, A, Paris, 29/09/2010 - page 16 - 6080 signes
- **Michel Godet**
- Débats et Opinions

Pourquoi la France ne réussit pas à se faire aimer de ses immigrés

Alors que le projet de loi sur l'immigration est en discussion à l'Assemblée nationale, l'économiste* rappelle les conditions d'une intégration réussie.

Comment expliquer que certains Français d'origine maghrébine chez nous sifflent *La Marseillaise* dans les stades et sortent à l'occasion le drapeau du pays d'origine de leurs parents pour manifester leur joie ? Alors que leurs cousins émigrés aux États-Unis sont fiers d'arborer un drapeau étoilé à leur balcon ?

La France ne réussit pas à se faire aimer. Elle est pourtant généreuse avec son droit du sol, soucieuse de rester la patrie des droits de l'homme et donne la nationalité à 140 000 étrangers par an en moyenne depuis dix ans. Ce cadeau ouvre des droits civiques économiques et sociaux, mais on a oublié de rappeler la contrepartie naturelle des devoirs d'intégration et de respect des valeurs républicaines du pays d'accueil. Aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède, aux États-Unis et au Canada, la nationalité se mérite un peu plus : il faut passer un examen de langue, de connaissance de l'histoire et de la Constitution du pays et le réussir pour prétendre à la nationalité.

Chez nous, rien de tel : on la donne sans contrepartie, alors elle ne vaut pas grand-chose. On doit seulement attester de l'inscription à des séances d'information ! Comme si pour obtenir le permis de conduire, l'inscription dans une auto-école suffisait !

Tout se passe comme si la France avait honte de son passé colonial et ne cessait de devoir payer le prix de sa repentance. À ce compte-là, on devrait aussi voir les protestants réclamer réparation de la Saint-Barthélemy ou de la révocation de l'édit de Nantes ?

En raison du vieillissement, nous allons manquer de bras et de cerveaux ; cette immigration est nécessaire, il faut donc la réussir. La France ne gagnera ses batailles à l'extérieur que si elle n'est pas divisée, affaiblie et finalement déchirée de l'intérieur. Le bonheur dans les prés ne durera pas longtemps si les métropoles se vident des familles avec enfants (pas seulement pour des raisons de coût de logement, mais aussi pour la non-qualité de vie). Les Franciliens qui le peuvent (ouvriers et employés) fuient massivement l'Ile-de-France : le déficit annuel moyen avec les régions est de 70 000 personnes et concerne de plus en plus toutes les catégories (ouvriers, employés, retraités). Seule exception : les cadres et des étudiants, dont le solde, toujours positif, l'est de moins en moins. L'Ile-de-France ne se dépeuple pas pour autant, en raison de sa forte dynamique démographique interne et de l'apport annuel de plus de 40 000 personnes, provenant des migrations internationales.

Aussi, je tire la sonnette d'alarme : les champs ne fleuriront pas durablement si les grandes villes sont dans l'insécurité, voire en feu. L'Ile-de-France m'inquiète par la difficulté croissante à intégrer des populations immigrées de plus en plus conséquentes et concentrées dans certains territoires. La responsabilité des politiques et des entreprises est lourde en la matière. Les premiers avancent à reculons et refusent de voir les risques d'incendie tant que le feu n'est pas là ; les seconds ont fait venir des travailleurs pour répondre à des besoins circonstanciels de main-d'œuvre bon marché (dans les mines, l'automobile), en laissant à la société la gestion des conséquences à long terme.

Trop de sauvages sont devenus sauvages. On commence seulement à le reconnaître pour les quartiers dits « sensibles », qui sont devenus des lieux de non-droit. Pour éviter cette nouvelle guerre civile qui menace notre pays de l'intérieur, il ne faut rien lâcher des acquis de la République moderne : la laïcité, la liberté d'expression, l'égalité de traitement entre citoyens, hommes ou femmes. Les dangers des particularismes et des discriminations positives doivent ici être dénoncés.

C'est un combat perpétuel que celui de l'éducation des enfants pour que la société demeure civilisée et ne retourne pas à la barbarie. Ce combat ne relève pas que de l'école, mais aussi de la famille. Une des grandes erreurs des temps modernes, c'est d'avoir cru que l'école pourrait servir de substitut laïque au creuset familial. Le défaut d'éducation d'une partie de notre jeunesse vient moins de leur origine que de l'éclatement des structures familiales. Les familles d'origine asiatique exercent une telle

pression éducative sur leurs enfants que ces derniers posent un vrai problème à leurs petits camarades d'école : il faut travailler beaucoup pour les suivre et être au niveau !

Comment ne pas voir que ces millions d'enfants privés de père et de repères, ces blessés de la route familiale sont des victimes de l'absence d'autorité sage et éclairée, mais ferme ? Qu'attend-on pour rechercher les pères défaillants afin de les obliger à remplir leur devoir ? On ne met pas au monde un enfant comme on achète une voiture. La société, si prompt à retrouver les auteurs d'excès de vitesse, est bien passive avec les chauffards de la vie familiale.

* Membre du Conseil d'analyse économique.